

---

# Point d'actualité économique et financière du Cône Sud

## Semaine du 17 au 23 août 2018

---

### Argentine

- Le gouvernement précise son programme de financement pour 2019
- Mise en place d'un dispositif de lutte contre la fraude fiscale
- La CEPAL prévoit une récession de 0,3% du PIB pour l'Argentine en 2018
- Le nombre d'entreprises argentines exportatrices se serait réduit de 60% depuis 2006
- Visite du Secrétaire d'Etat au numérique Mounir Mahjoubi à Buenos Aires le 23 août

### Chili

- Les investissements tirent le PIB à la hausse au deuxième trimestre 2018
- Diminution de la pauvreté, maintien des inégalités
- Les transferts d'argent depuis et vers le Chili sur 10 ans

### Paraguay

- Prévisions de croissance et d'inflation des agents économiques

### Uruguay

- Le Ministre de l'Economie reconnaît une décélération de la croissance au deuxième trimestre
- L'investissement poursuit sa chute malgré les incitations fiscales du gouvernement
- S&P ajuste à la baisse ses prévisions de croissance et de réduction du déficit public

## Argentine

### Le gouvernement précise son programme de financement pour 2019

---

Le gouvernement a ouvert une série de lignes de crédit de contingence non engagées d'un montant total de 1,65 Mds USD à la Caisse Andine de Développement (CAF). 750 millions de dollars visent à « soutenir la stratégie de gestion de la dette publique face à l'éventualité de chocs externes qui compliqueraient l'accès compétitif aux marchés internationaux de capitaux », selon la formulation du décret ; auxquels s'ajoutent 750 millions dédiés au programme de financement du budget en 2018 et 2019. La CAF a également accordé un prêt de 150 millions de dollars pour financer le programme de développement du marché de capitaux pour le financement productif.

Le Trésor annonce n'avoir besoin que de 7,5 milliards de dollars de financements pour tenir jusqu'à mars 2019, grâce au prêt du FMI et en tablant sur un renouvellement total des bons du Trésor sur 2019. La nouvelle émission de titres mercredi a certes permis de renouveler 90% de ceux qui expiraient, conformément à la stratégie gouvernementale de remplacement des « LEBAC » par les « LETES ». Le ministre de l'Economie Nicolas Dujovne a par ailleurs déclaré dimanche ne pas exclure de faire appel à une ligne de prêt du Trésor des Etats-Unis en cas de fermeture des financements sur les marchés.

## **Mise en place d'un dispositif de lutte contre la fraude fiscale**

---

L'administration fiscale (AFIP) crée un dispositif informatique nommé « Système de Capacité Economique et Financière » qui permettra de tracer des flux financiers susceptibles de prouver des tentatives de fraude à la TVA ou sur les revenus et donc de mieux cibler les « entreprises fantômes » servant à déclarer de fausses factures. La nouvelle norme s'appliquera dans un mois.

## **La CEPAL prévoit une récession de 0,3% du PIB pour l'Argentine en 2018**

---

La CEPAL (commission économique de l'ONU pour l'Amérique latine et les Caraïbes) a annoncé ce jeudi 23 août, lors de la présentation de son rapport annuel 2018, qu'elle prévoyait une récession pour l'Argentine, de 0,3% du PIB, soit un net retournement par rapport à la croissance de 2,9% en 2017. La moyenne régionale de la croissance du PIB sur la zone Amérique latine et Caraïbes est estimée à +1,5%, en légère hausse par rapport au +1,2% de 2017.

## **Le nombre d'entreprises argentines exportatrices se serait réduit de 60% depuis 2006**

---

Selon le cabinet de conseil DNI (Desarrollo de Negocios Internacionales), l'Argentine aurait perdu plus de 9000 entreprises exportatrices au cours des 12 dernières années. Une trentaine d'entreprises généreraient plus de la moitié des entrées de devises. D'après les statistiques de la Banque mondiale, en 2017, le pays présentait un ratio d'insertion sur les marchés mondiaux parmi les plus faibles de la région : la somme des exportations et importations de biens et services n'équivaut en Argentine qu'à 25% du PIB national, contre 43% de moyenne dans la zone Amérique latine et Caraïbes.

## **Visite du Secrétaire d'Etat au numérique Mounir Mahjoubi à Buenos Aires le 23 août**

---

Le Secrétaire d'Etat chargé du Numérique est en déplacement en Argentine les 23 et 24 août afin de participer à la réunion des ministres des pays du G20 chargés de l'économie numérique. Son passage à Buenos Aires a été l'occasion de lancer officiellement la communauté French Tech Argentine lors d'une conférence franco-argentine sur l'économie numérique. Le secrétaire d'Etat a également pu rencontrer la communauté des volontaires internationaux en entreprise (VIE) présents en Argentine et plusieurs acteurs emblématiques du secteur numérique argentin.

## **Chili**

### **Les investissements tirent le PIB à la hausse au deuxième trimestre 2018**

---

Selon un rapport de la Banque Centrale, la croissance a été de 5,3% au T2 2018 (+4,8% pour le premier semestre 2018), portée notamment par la croissance de l'investissement en capital fixe (+7,1%) et en particulier de l'investissement en biens d'équipement (+12,5%). Parallèlement, le rapport souligne une croissance du déficit courant, qui atteint 1,8 Md USD au deuxième trimestre, soit 2,4% du PIB (et 1,2% sur les 12 derniers mois).

## **Diminution de la pauvreté, maintien des inégalités**

---

Une enquête annuelle réalisée par l'observatoire social du Ministère chilien du développement social révèle une nette diminution du taux de pauvreté au Chili entre 2015 et 2017, de 11,7% à 8,6%, ainsi que du taux de pauvreté extrême (de 3,5% à 2,3%). L'Araucanie reste la région la plus pauvre du pays, avec un taux de pauvreté de 17,2% (23,6% en 2015). Cependant, l'étude souligne un renforcement des inégalités en termes de distribution des revenus, notamment d'après le coefficient de Gini, qui est passé de 0,493 à 0,501.

## **Les transferts d'argent depuis et vers le Chili sur 10 ans**

---

Selon une enquête de la Banque Centrale, le Pérou reste, en 2017, le premier pays destinataire des transferts d'argent des immigrants installés au Chili, représentant 26,9% du total. Viennent ensuite la Colombie et Haïti, pays vers lesquels les remises ont fortement augmenté au cours des dix dernières années. A l'inverse, les transferts d'argent au Chili proviennent principalement des Etats-Unis, avec 35,3 % du total en 2017, suivis de l'Espagne et du Pérou.

## **Paraguay**

### **Prévisions de croissance et d'inflation des agents économiques**

---

D'après l'édition du mois d'août de l'enquête des anticipations des variables économiques de la Banque Centrale du Paraguay, qui interroge un panel de banquiers, financiers, analystes et chercheurs, l'économie paraguayenne croîtrait de 4,5% en 2018 et 4,3% en 2019 et l'inflation serait de 0,2% en août et 4,2% sur l'année 2018.

## **Uruguay**

### **Le Ministre de l'Economie reconnaît une décélération de la croissance au deuxième trimestre**

---

Le Ministre de l'Economie et des Finances uruguayen Danilo Astori a déclaré que la croissance serait probablement moindre au deuxième trimestre 2018 qu'au premier, où elle avait été de 1,1% par rapport au dernier trimestre de 2017 et de 2,2% en glissement annuel. Les chiffres de la croissance du PIB sur la période avril-juin 2018 seront publiés par la Banque Centrale courant septembre.

### **L'investissement poursuit sa chute malgré les incitations fiscales du gouvernement**

---

D'après un rapport du ministère de l'Economie et des Finances, entre janvier et juillet de cette année, les projets recommandés par la commission d'application de la loi sur les investissements (chargée d'attribuer des réductions et exonérations d'impôts) ont diminué de 27% en nombre (passant à 227 projets soutenus) et de 45% en valeur (à un montant total de 275 MUSD d'investissements). Le gouvernement avait pourtant étendu les avantages fiscaux pour les projets présentés entre mars 2018 et février 2019 et prolongé jusqu'à décembre 2018 les avantages supplémentaires destinés aux grands projets.

## **S&P ajuste à la baisse ses prévisions de croissance et de réduction du déficit public**

---

L'agence de notation Standard & Poor's a révisé ses prévisions de croissance de 3% à 2,6% pour 2018 et de 3,1% à 3% pour 2019. De plus, elle estime que l'objectif gouvernemental de réduction du déficit public à 2,5% du PIB, initialement fixé pour 2019 et désormais reporté à 2020, ne pourra être atteint qu'en 2021. S&P a néanmoins salué l'entreprise de diversification de l'économie nationale menée par le gouvernement uruguayen, qui a permis au pays de réduire sa dépendance envers ses deux grands voisins argentin et brésilien.

Clause de non-responsabilité - Le service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.